

**Les migrants italiens en france :**  
**mythes et réalités**

*Marie-Claude Blanc-Chaléard*

# LES MIGRANTS ITALIENS EN FRANCE : MYTHES ET RÉALITÉS

Il court une vulgate au sujet de l'immigration des Italiens en France. On la regarde comme une immigration ancienne, mais que l'on situe plutôt dans l'entre-deux-guerres. On en parle comme d'une immigration nombreuse et fortement teintée d'antifascisme, aux côtés de la nation dans les luttes pour la liberté ; on en fait surtout l'immigration modèle qui a su s'intégrer discrètement, "sans poser de problème", avec à la clé une réussite sociale exemplaire, de l'entreprise du bâtiment aux sommets de la politique (Raymond Forni, ex-président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, Catherine Tasca, pour ne citer que des personnalités ayant récemment exercé le pouvoir), du sport (Michel Platini) ou des variétés (Yves Montand/*Ivo Livi*, Coluche/*Michel Colucci*). En un mot, elle constitue l'exemple le plus accompli de l'"assimilation à la française".

Depuis plus de 20 ans, les historiens, à la suite de l'œuvre pionnière de Pierre Milza<sup>1</sup>, n'ont cessé de décrire les réalités qui se cachent derrière ce mythe, sans grande efficacité puisque tout discours officiel sur les Italiens continue de s'accrocher aux mêmes idées. Il faut reconnaître que le "discours officiel" est un discours de gens pressés, journalistes ou décideurs politiques.

Prenons une fois de plus le temps de rappeler quelques faits historiques. Après quoi nous essaierons de comprendre pourquoi le mythe est si tenace.

## **"Christos", "Babis" et "Italboches"**

Les années 1970 ont eu leurs ratonnades. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à peu près dans les mêmes régions — dans le midi de la France surtout — on s'adonnait au lynchage d'Italiens. Sans doute, avant 1900, le grand Sud-Est concentrait-il près des trois quarts des Transalpins de France, avec des proportions de 20 % de la population dans les Alpes-Maritimes et de 12 % dans les Bouches-du-Rhône. Dans le nord de l'Hexagone, on fait plutôt la chasse au Belge. Pourtant, jusqu'en 1900, les Italiens sont de loin la cible privilégiée de l'hostilité populaire.

Deux choses doivent être distinguées : les causes du rejet des Italiens et ses formes. La xénophobie ouvrière vient en première ligne. S'y mêlent un racisme spontané chez les ouvriers du cru et les craintes d'une concurrence déloyale imposée par le patronat en quête de main-d'œuvre docile et bon marché. Tel est l'argument des syndicats pour s'opposer à l'immigration, et ils ne changeront guère de position par la suite. Mais peut-on nier que le patronat donne quelque crédibilité à cet argument lorsqu'il a recours aux Italiens pour parer aux effets des grèves dans les savonneries de Marseille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme il aura recours quelques années plus tard aux Kabyles pour

---

<sup>1</sup> Cf. MILZA, Pierre, *Français et Italiens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Aux origines du rapprochement franco-italien de 1900 - 1902*, 2 vol., Rome : École française de Rome, 1981, 1105 p. Parmi les nombreux ouvrages dirigés ou écrits par le même auteur, citons MILZA, Pierre (sous la direction de), *Les Italiens en France dans les années 20*, Paris : CEDEI, 1988, 338 p. ; BECHELLONI, Antonio ; DREYFUS, Michel ; MILZA, Pierre (sous la direction de), *L'intégration italienne en France. Un siècle de présence italienne dans trois régions françaises (1880-1980)*, Bruxelles : Éd. Complexe, 1995, 424 p., et surtout la synthèse magistrale : MILZA, Pierre, *Voyage en Italie*, Paris : Éd. Plon, 1993, 532 p. Pour plus de détails sur tous les épisodes rapportés ici, on peut se référer à cet ouvrage.

remplacer les Italiens à leur tour en grève ?<sup>2</sup> D'ailleurs, les rixes les plus nombreuses ont lieu au moment de la Grande Dépression (première grande crise capitaliste dans les années 1880-1890), moment de tension sur le marché du travail<sup>3</sup>.

Toutefois la concurrence ouvrière n'explique pas tout. Le XIX<sup>e</sup> siècle est le temps des nations, et ses dernières décennies voient l'exacerbation des nationalismes : l'État républicain, né de la défaite de 1870, encourage la communion autour de la patrie ; les journaux, plus accessibles et soucieux de cultiver les sensations, font vibrer aux nouvelles de la "patrie en danger" à Fachoda ou sur la ligne bleue des Vosges<sup>4</sup>. Or, les Italiens sont dans le camp des ennemis : le nouveau royaume, jadis "sœur latine", a trahi pour signer la Triple Alliance avec l'Allemagne honnie (1882), d'où le surnom d'*Italboches* qu'on donne aux immigrés en Lorraine.

Ennemis, les originaires de la péninsule sont aussi les derniers des étrangers : les plus pauvres, les plus déracinés, menaçant la sécurité et même la santé publique. Leurs logis sont crasseux, leurs vociférations insupportables... et ne parlons pas des odeurs ! : « *Si vous passez un jour, à l'heure de midi, vers Mont-Saint-Martin ou Villerupt, près d'une des nombreuses cantines italiennes, votre odorat est désagréablement chatouillé par des odeurs d'abominables ratatouilles. Des vieilles sordides, à la peau fripée et aux cheveux rares, font mijoter des fritures étranges dans des poêles ébréchées. Et les bêtes mortes de maladie, à des lieues à la ronde, ne sont pas souvent enfouies, elles ont leur sépulture dans les estomacs des Italiens, qui les trouvent excellentes pour des ragoûts dignes de l'enfer* »<sup>5</sup>.

Ce tableau de genre s'inscrit dans une ambiance : celle d'une époque où hygiénisme et racisme font l'objet d'un discours "scientifique" et où la question de la présence étrangère se pose en termes d'eugénisme social : il ne s'agit plus d'hostilité ouvrière, mais bien d'un rejet de l'Autre, inférieur, qui menace la "race" française. L'Italien, misérable et dernier arrivé, est la cible privilégiée. Il est ce que sera l'Arabe dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On le décrit d'ailleurs frisé et basané. L'écrivain nationaliste Louis Bertrand compare leur arrivée à une nuée de sauterelles dans un roman au titre suggestif : *L'invasion*<sup>6</sup>.

La xénophobie anti-italienne fait donc partie de l'atmosphère du temps. La manifestation la plus évidente apparaît dans les surnoms. D'abord, on dit rarement "Italiens". Les originaires du nord de la péninsule (les plus nombreux) sont des "Piémontais", les autres sont des "Napolitains". Mais on préfère le sobriquet injurieux, et le Midi en possède une grande variété. On dit "Babis" à Marseille, mais on emploie aussi "Kroumirs" pour dire leur servilité à l'égard du patronat, ou "Christos", qui marque le mépris de l'ouvrier français libre-penseur pour ces "culs-bénits" qui embrassent le quai de débarquement en implorant la *Madona*. La religion n'est pas alors facteur d'intégration, c'est le moins qu'on puisse dire. À Paris, Jules Vallès, journaliste et écrivain, écrit que « *la piété vile et veule de ces lazzaroni déshérités* » déshonore le faubourg Saint-Antoine<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> Cf. LOPEZ, Renée ; TEMIME, Émile (sous la direction de), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, Tome 2. *L'expansion marseillaise et l'invasion italienne (1830-1918)*, Aix-en-Provence : Éd. Edisud, 1990, 207 p.

<sup>3</sup> Cf. PERROT, Michelle, "Les rapports entre ouvriers français et étrangers. 1871-1893", *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1960.

<sup>4</sup> Cf. NOIRIEL, Gérard, *La tyrannie du national. Histoire du droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris : Éd. Calmann-Lévy, 1991, 355 p.

<sup>5</sup> *L'Étoile de l'Est* du 24-7- 1905, cité dans MILZA, Pierre, *Voyage en Ritalie, op. cit.*, p. 122.

<sup>6</sup> BERTRAND, Louis, *L'invasion*, Paris : Éd. Fasquelle, 1907, 429 p., réédité par les éditions Plon en 1921.

<sup>7</sup> VALLÈS, Jules, "Chronique sur le faubourg Saint-Antoine", *La France*, hebdomadaire, 1883.

Encore si l'on s'en tenait aux mots... Mais l'époque est violente et l'ouvrier a le culte de la force tandis que le peuple se mue à l'occasion en populace prête au meurtre. Les archives départementales regorgent de rapports de police décrivant les bagarres ouvrières. Souvent, les immigrés sont contraints de retourner dans leur pays, avant de revenir quelque temps après. Mais les moments les plus terribles ont été à l'origine d'incidents diplomatiques entre la France et l'Italie avant de devenir des événements emblématiques de la violence xénophobe cisalpine. En 1881 ont lieu les "Vêpres marseillaises", nom donné aux deux jours d'émeute anti-italienne déclenchée à l'occasion du défilé à travers Marseille des troupes revenant de Tunisie où elles venaient de sceller le protectorat français... et ce, contre l'Italie. On accuse les occupants du Club nazionale italiano de les avoir sifflées. Résultat : trois morts et 21 blessés. La tuerie d'Aigues-Mortes est un lynchage collectif qui commence par une rixe ouvrière dans les Salins du Midi et qui se poursuit en chasse à l'homme. Il faut lire le rapport du procureur général de Nîmes décrivant l'acharnement nationaliste et sanguinaire des habitants d'Aigues-Mortes contre les malheureux Transalpins. Le bilan officiel est de huit morts, mais il est probable qu'il s'élève à une trentaine. L'année suivante, c'est l'assassinat du président Sadi Carnot par l'anarchiste italien Santo Jeronimo Caserio qui entraîne le saccage des boutiques italiennes à Lyon et dans d'autres villes proches. À Paris, la situation est plus calme, mais voici le genre d'affiche qu'on trouve : « *Cet assassinat a été commis par un Italien — et nous autres Français supportons sans rien dire la présence de ces êtres infects dans nos usines où ils occupent la place d'honnêtes ouvriers français qui meurent de privations et de misère. Depuis longtemps nous avons l'intention et le désir de nous débarrasser de cette vermine* »<sup>8</sup>.

### Du "Macaroni" au "Rital"

Pour autant, les Italiens ont continué à venir, et à venir toujours plus nombreux. On avait beau les accuser de concurrence, ils étaient indispensables à l'économie française et ne pouvaient que trouver de l'embauche : à la Belle Époque, quand la grande industrie se développe autour de la mine et de la sidérurgie et que le bâtiment demande une main-d'œuvre qui ne se trouve guère parmi les Français, et bien plus encore après la Première Guerre mondiale, quand les régions les plus productives sont à reconstruire. La destination française est alors une aubaine pour les Transalpins : l'économie de la péninsule est dans une situation dramatique et le fascisme pousse à l'exil des masses de paysans et d'ouvriers engagés dans les luttes du *biennio rosso* (1919-1920). Mais tous les immigrés ne sont pas des antifascistes, loin s'en faut : ils se pressent vers le seul pays grand ouvert, depuis que l'Europe centrale est morcelée et que les États-Unis ont instauré des quotas. Les Italiens représentent plus du tiers des étrangers présents en France en 1931, soit près d'un million. On les trouve dans tout le pays, y compris dans le Sud-Ouest agricole qu'ils sauvent de la désertification.

Sont-ils mieux aimés ? Sans doute ne sont-ils plus l'objet de lynchages, le monde ouvrier est mieux policé. L'aura antifasciste facilite leurs relations avec certains milieux engagés. Surtout, les Italiens ne sont plus les derniers des immigrés : au titre d'accords signés entre la France et l'Italie, ils ont théoriquement les mêmes droits sociaux que les Français (sauf celui d'être délégué syndical). Au-delà, il existe désormais des réseaux transalpins, des lieux communautaires, des employeurs italiens, bref, une certaine place au sein de la société française. Ils sont indispensables dans de nombreux secteurs, notamment dans le bâtiment, et bénéficient d'une appréciation positive de la part des employeurs français. Pour autant, ils restent des étrangers. Quand les regroupements communautaires sont très visibles, comme dans la rue Sainte-Anne à Nogent-sur-Marne, berceau de François Cavanna<sup>9</sup>,

---

<sup>8</sup> Signé Tricoire (29 juin 1894), Archives de la Préfecture de police de Paris, BA 995.

<sup>9</sup> François Cavanna est l'auteur, entre autres, de *Ritals*, Paris : Éd. Belfond, 1978, 178 p.

ou le quartier du Panier à Marseille, les Français les évitent soigneusement. Pour tous, ils ne sont que les “Macaronis”, sobriquet douloureusement subi par les écoliers d’origine italienne à qui l’école apprend à être des “Français comme tout le monde”.

Les événements vont se charger de leur rappeler qu’ils ne sont pas justement des “Français comme tout le monde”. La crise des années 30 d’abord : en 1932 prend effet une loi votée à l’unanimité par la Chambre des députés (y compris par les communistes), qui permet le contingentement de la main-d’œuvre étrangère dans l’industrie et les services. Un peu plus tard, une autre loi interdit aux étrangers de s’installer à leur compte sans une autorisation, rarement accordée pour cause de crise. La loi concerne tous les étrangers, et cette fois-ci c’est plutôt le retour forcé des familles polonaises en 1934 que l’histoire a retenu. Mais les Italiens, privés d’emplois et de ressources (la plupart des communes ne versent pas d’allocations chômage aux étrangers), ont payé un lourd tribut à la vague des refoulements.

Pour ceux qui restent s’ouvre une nouvelle période de rejet. Sans doute ne peut-on compter pour rien les moments d’espoir et de fraternisation de 1936, qui demeurent inoubliables pour certains (manifestations du Front populaire, puis guerre civile d’Espagne). En même temps, la terrible crise xénophobe de la décennie, qui prépare le terrain au régime de Vichy et à sa participation au génocide juif, n’épargne en rien les Italiens, à l’encontre desquels resurgissent les haines de jadis. Ennemis à nouveau, tous sont regardés comme des suppôts de Mussolini dès l’agression de l’Éthiopie en 1934 et comme des agents de la “cinquième colonne” quand le *Duce* se met à réclamer Nice et la Corse en 1938.

Concurrents déloyaux bien sûr, pour les artisans et commerçants notamment, ils sont aussi fauteurs de troubles, faisant de la France le champ clos de leurs règlements de compte (tel que l’assassinat des frères Rosselli en 1937) et des menées subversives des *fasci*, que l’on finit par interdire. « *Sales Macaronis* », « *sales Ritals* », s’entendent dire les écoliers qui vont finir par se revendiquer Italiens, par bravade, alors que beaucoup sont français. D’ailleurs, nombre d’enfants français prennent peu après le chemin de l’Italie avec leurs parents, au moment de la guerre. Le 10 juin 1940 signe l’arrêt fatal : Mussolini attaque la France défaite par Hitler. C’est “le coup de poignard dans le dos”, et les autorités françaises dirigent les Italiens résidents, devenus “ressortissants ennemis”, vers des camps.

Rappelons que quelques mois plus tôt, les mêmes autorités françaises avaient écarté la proposition des Italiens de France de constituer une Légion garibaldienne (sur le modèle de celle de 1914) prête à combattre contre Hitler, et avaient naturalisé à tour de bras les futurs soldats... dont on internait maintenant les parents ! Est-ce là ce qu’on appelle une “bonne intégration” ou une “assimilation facile” ?

C’était la guerre, dira-t-on. Mais après la guerre, alors que, comme les Espagnols et d’autres étrangers, bien des Italiens et surtout des jeunes ont donné leur vie pour la Résistance et la Libération, on chante le courage espagnol et on continue de détester les Italiens. Les enfants vivent plus mal que jamais le fait de se faire traiter de “Ritals” à l’école, et les jeunes gens se gardent bien de parler de leurs origines à l’élue(e) de leur cœur, pour finir parfois par s’avouer l’un à l’autre des parents italiens !

Ce temps d'humiliation est encore vif dans les mémoires. Les choses vont s'estomper à partir de la fin des années 50. Alors survient, assez brutalement, l'invisibilité des Italiens, qu'on a appelé assimilation "culturelle", mais qui a surtout été l'oubli des Français<sup>10</sup>.

## **Les vraies raisons de l'assimilation**

Car il y a bien eu assimilation, et cela explique en partie la reconstruction mythique qui s'est faite autour des conditions de cette assimilation. L'assimilation a pris deux formes : une assimilation individuelle (ou familiale), qui se faisait au fur et à mesure depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, et une assimilation de masse, qui a concerné les Italiens et leurs enfants issus de la grande vague migratoire de l'entre-deux-guerres. Ce sont eux, qui, de très visibles et fortement rejetés jusqu'en 1950, deviennent ensuite invisibles en un temps record.

Peut-on voir dans cette assimilation une particularité des migrants venus de la "sœur latine" ? On évoque ici ou là la langue et la religion. Langue proche du français ? C'est vrai pour certains dialectes, et cela pouvait aider les ouvriers sur les chantiers. Mais bien des immigrés ne parleront jamais qu'un sabir difficile à comprendre. Quant aux écoliers, les résultats au "certif" parisien montrent que les enfants juifs parlant diverses langues d'Europe centrale ou le yiddish avaient des résultats bien meilleurs que les Italiens (et que les Français). Pour ce qui est de la religion, nous avons déjà souligné combien l'attitude religieuse des Italiens différait de celle des milieux français. Ouvriers anticléricaux, mais aussi catholiques (à l'instar d'ailleurs de l'épiscopat français) qui trouvaient ridicules la dévotion "à l'italienne" et le culte démonstratif voué à la Vierge. En revanche, dans l'entre-deux-guerres, l'Église catholique a joué un rôle d'encadrement de la jeunesse qu'elle destinait à tous les enfants d'ouvriers, mais où les jeunes Italiens se retrouvèrent particulièrement nombreux. Rappelons que cet encadrement existe toujours, accueillant les enfants de toutes confessions. En fait, le discours sur le rapprochement culturel avec la sœur latine est d'abord celui des lettrés, voire des diplomates, mais les zones de convergence des milieux populaires sont ailleurs.

Dans les sondages d'autrefois (années 40) on loue les "facilités d'adaptation" des Italiens. Peut-être, mais il faudrait plus sûrement évoquer le faible investissement nationaliste des Italiens qui leur a épargné le culte de la patrie et le repli sur soi dont ont fait preuve longtemps les Polonais, par exemple. Pour autant, ces derniers ont connu la même évolution vers l'invisibilité à partir des années 50.

Il faut donc davantage regarder du côté de l'histoire de la société d'accueil que du côté des aptitudes à l'intégration des immigrés pour comprendre l'intégration.

L'histoire de l'assimilation italienne relève, à notre sens, de trois ordres majeurs d'explication, qui ont tous plus ou moins à voir avec l'époque dans laquelle s'est inscrit le périple migratoire, du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 60 du XX<sup>e</sup> siècle (au recensement de 1968, le temps de la domination italienne prend fin pour laisser la place aux Espagnols, aux Portugais et aux Algériens).

Une première explication est à chercher dans la façon dont les Italiens sont "entrés en immigration" : prolongement d'une immigration de voisinage saisonnière avec la France (pays de montagne : colporteurs, bûcherons, puis ouvriers agricoles), liberté de circulation, liberté d'installation résidentielle. Les réseaux se constituent, les petites colonies aussi, l'habitude de se mettre à son compte

---

<sup>10</sup> Cette histoire d'assimilation a fait l'objet de notre thèse : BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Les Italiens dans l'Est parisien (années 1880-1960). Une histoire d'intégration*, Rome : École française de Rome, 2000, 803 p.

devient un modèle. Les Italiens conservent cette préférence pour les modes libres de l'économie et quittent la mine ou l'usine dès qu'ils le peuvent pour le bâtiment, plus souple dans ses structures. Bien sûr, dès l'entre-deux-guerres, le système est contrôlé, on arrive en France avec des contrats et la situation s'aggrave avec la création de l'ONI (Office national de l'immigration) après 1945. Mais le système est imparfait et les habitudes italiennes tiennent bon. Contre le travailleur "importé" habitant en foyer ou le clandestin sans attache s'accumulant dans les bidonvilles, le migrant italien a pu bénéficier d'une expérience remontant à l'époque d'une plus grande liberté. Le prix à payer était celui de moindres garanties, et c'est là que pouvaient jouer les soutiens communautaires (à double tranchant, car l'exploitation communautaire n'est jamais loin !).

L'autre ligne explicative suit l'histoire du monde ouvrier où la communauté de destin entre Français et étrangers est aussi réelle que leurs relations étaient mauvaises. À côté de la xénophobie toujours prête à surgir, le quotidien partagé, les aspirations communes, le mélange des enfants, écoliers mais aussi jeunes ouvriers, car on travaille à 13 ou 14 ans et on va ensemble voir des films ou faire du vélo dès que le temps de loisirs s'étend un peu. Même si certaines rues ont des allures de micro-ghettos (on a déjà évoqué la rue Sainte-Anne à Nogent-sur-Marne), les quartiers et banlieues populaires ont partout la même allure et on y vit la même vie. C'est ainsi que vers 1906 est né dans le quartier parisien de la Bastille le musette, genre musical qui va devenir celui de toute la France ouvrière : il s'agissait de la fusion entre les airs rythmés par la cabrette auvergnate et ceux de l'accordéon italien.

Quant au mouvement ouvrier, où ne s'investit qu'une minorité d'Italiens (et d'étrangers), il est d'une importance extrême. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les Italiens jouent un rôle moteur dans la naissance du syndicalisme en Lorraine ; après 1900, ils sont les plus combattifs à Marseille, et dans les années 20 les antifascistes sont beaucoup plus mobilisés que les Français. Derrière cela il y a l'expression d'un langage commun, celui des prolétaires, qui facilite pour une minorité l'assimilation à travers le combat internationaliste, mais qui donne aux autres une culture commune et un horizon, si vague soit-il. Et les enfants d'immigrés qui s'insurgent contre l'oppression subie par leurs parents trouvent là un champ de contestation et de lutte où s'investir. La "deuxième génération" italienne est nombreuse au sein du personnel politique des communes rouges, en Lorraine ou en banlieue parisienne<sup>11</sup>. L'existence d'une base sociale commune fut donc fondamentale. Ce n'est pas une affaire d'Italiens, mais une affaire d'époque.

La troisième explication permet de comprendre la rapidité de l'assimilation de masse et l'intensité de l'oubli qui a suivi les années 50. Le racisme nazi et les errements de Vichy ont accéléré le refoulement des souvenirs xénophobes des années 30. Les Italiens, comme les étrangers, étaient fort contents qu'on ne parle plus d'eux : pas question alors de revendiquer leurs différences ! Mais surtout, les rescapés de ces années de crise (la France a tout de même perdu le quart de sa population italienne entre 1931 et 1946, naturalisations comprises) ont connu la période de croissance la plus considérable de l'histoire : pour les parents, quelques améliorations liées à la sécurité sociale ; pour les enfants, des facilités d'embauche qui ont permis l'assimilation économique dans la société de consommation, assimilation progressive mais continue, à l'instar des ouvriers français. Sans parler de la dynamique du bâtiment dans une France en pleine fièvre de construction de grands ensembles, de barrages et d'autoroutes. Le temps des Italiens s'achève dans une bonne période, ce qui permet une intégration rapide des migrants arrivés entre 1947 et 1968<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Cf. NOIRIEL, Gérard, *Longwy : immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris : PUF, 1984, 396 p.

<sup>12</sup> Cf. BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration en France*, Paris : Éd. La Découverte, 2001, 128 p.

Est-ce à dire que tous les Italiens sont des entrepreneurs enrichis et leurs petits-enfants des avocats ou des chirurgiens ? Les recensements récents donnent une image bien différente de ces représentations, souvent diffusées par les Français d'origine italienne eux-mêmes. La plupart sont du côté des ouvriers qualifiés, des contremaîtres, des employés, appartenant plutôt à la "France d'en bas", comme diraient certains. Beaucoup, anciens communistes antifascistes, sont affectés par l'évolution du monde actuel et vieillissent dans la déception. D'autres rejettent l'immigration récente et ont des sympathies pour le Front national, conséquence d'une intégration chèrement acquise. Aujourd'hui, être italien est devenu prestigieux, et on ne souhaite pas être désigné comme "immigré". Pour tous ceux qui sont restés italiens ou qui sont fiers de leur double nationalité, la citoyenneté européenne a un vrai sens.

*Marie-Claude BLANC-CHALÉARD*

*Historienne*

*Université Paris I*